

Les missions locales en pleine crise d'identité

Ces organismes refusent d'être évalués uniquement sur le taux de placement en emploi des jeunes qu'ils suivent

Les missions locales, ces établissements, chargés depuis trente ans d'aider des jeunes à s'insérer dans la société, traversent une crise d'identité. Elles craignent de voir leur rôle recentré sur la seule insertion professionnelle, au détriment d'autres missions d'accompagnement essentielles à leurs yeux (santé, logement, mobilité...).

C'est d'abord une circulaire diffusée par le ministère du travail en janvier qui a fait naître ces craintes. Ce texte met fortement l'accent sur l'insertion professionnelle des jeu-

sur la question devant l'Assemblée nationale, déplorant que « le taux moyen d'insertion des missions locales soit de 28 %, avec une variation de 13 % à 62 % ».

L'insistance du gouvernement s'explique sans doute par la dégradation continue de l'emploi des jeunes dits « fragiles » : le taux de chômage des non-diplômés parmi les actifs sortis de l'école depuis moins de cinq ans est passé de 15 % en 1975 à 50 % aujourd'hui.

Mais les 433 missions locales (et les 39 permanentes d'accueil, d'information et d'orientation) sont très attachées à leur rôle d'accompagnement global. Elles représentent souvent une bouée de sauvetage pour 1,3 million de jeunes, âgés en général de 18 à 21 ans, en difficulté scolaire et souvent issus d'un milieu social défavorisé.

Sur le terrain, la circulaire de janvier a donc fait l'effet d'une douche froide. Les représentants des missions considèrent que l'Etat leur impose aux forcés « une culture du chiffre », comme le dit Serge Papp, secrétaire général du Syndicat CFTD, majoritaire.

« Nous y avons vu la volonté de se focaliser sur les résultats en termes de placement des jeunes en emploi, explique Jean-Patrick Gillet, président de l'Union nationale des missions locales et député (PS) d'Indre-et-Loire. C'est vrai que le réseau va de plus en plus dans ce sens, mais on ne peut pas faire que ça. Il y a un vrai accompagnement à mettre en place compte tenu des difficultés que rencontrent les jeunes que nous accueillons. Et on ne veut pas que



Entretien avec une psychologue de la mission locale du Douaisis (Nord) mise à disposition par le centre hospitalier de Douai. AMÉE THIRION/REDFOTO POUR LE MONDE

notre travail soit seulement évalué sur des chiffres. Se borner à une logique statistique, ce n'est pas efficace ». D'autant, poursuit M. Papp, que « notre financement pourra dorénavant baisser si on ne remplit pas les objectifs fixés par l'Etat ».

« Il est normal que l'Etat demande des résultats sur l'emploi des jeunes, rappelle Gabrielle Hoppé, au ministère de l'Emploi. Il ne s'agit pas de payer à la prestation ou à la performance en tant que telle, mais de demander aux missions locales

d'être efficaces et de s'améliorer. » Pour le reste, M^{me} Hoppé plaide « un défaut de communication et de compréhension ». « Personne ne nie que l'accompagnement global des jeunes relève de leur mission ».

Pour calmer le jeu, le ministère du travail a d'ailleurs fait circuler une note, datée du 19 juillet, que Le Monde s'est procurée. Les missions ont bien pour rôle d'assurer « un accompagnement global des jeunes en vue de leur insertion sociale et professionnelle », y lit-on.

Mais les tensions demeurent. Elles se cristallisent aussi autour des effectifs. Les missions locales doivent en effet se séparer des 1000 personnes embauchées en 2010 grâce aux 51 millions d'euros octroyés dans le cadre du plan de relance. « On a amélioré l'accompagnement et l'insertion des jeunes, rappelle M. Gillet. Aujourd'hui, on nous dit, d'un côté : "Les gens que vous avez recrutés ne peuvent pas rester"; et de l'autre : "C'est sur vos résultats chiffrés que

vous serez jugés". C'est contradictoire... »

Le budget est aussi source de désaccord. L'Etat, qui finance 40 % des missions – le reste relevant des collectivités locales –, souligne qu'il maintient son effort, 198 millions d'euros, « dans un budget qui voit dans le même temps ses crédits d'intervention baisser de 5 % ». Les représentants des missions locales constatent, eux, « des baisses dans certaines régions », assure Philippe Jourdan, administrateur de l'Association nationale des directeurs de mission locale. Il cite la Bretagne : -35 %, et affirme que le budget de la mission qu'il dirige a été réduit de 62 000 euros. « Cela représente deux conseillers en moins, sans compter les neuf financements par le plan de relance », dit-il.

Les chiffres du ministère sont différents : sur la Bretagne, M^{me} Hoppé affirme que « l'Etat verse 8,5 millions d'euros, soit 2,2 % de plus qu'en 2010 ». Quant aux baisses constatées ailleurs, elles relèvent des décisions de l'administration déconcentrée qui « peut donner plus ou moins en fonction du contexte local. Simplement, il faut qu'elles expliquent leurs décisions aux missions », dit-elle. Serge Papp met en garde : mettre la pression sur les chiffres et affaiblir l'encadrement risque de conduire les conseillers « à ne s'occuper que des jeunes "les plus rentables", ceux qui sont vite employables et permettront de faire du chiffre, et de laisser de côté ceux qui sont au cœur de notre mission : les jeunes en difficulté ». **Benoît Floch**

Une circulaire demande que le financement des établissements varie selon « les éléments de contexte et de performance »

nes, « la dynamisation du CIVIS [dispositif d'accompagnement à l'emploi]. Il demande aussi que le financement des établissements varie chaque année selon « les éléments de contexte et de performance » de chacun d'entre eux. « Je continuerai à signaler à votre attention les missions locales de votre région dont la performance me semble insuffisante », prévient même Bertrand Martinot, délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle.

Puis, en mars, le ministre du travail, Xavier Bertrand, est revenu

« Je commence à bien en avoir marre de rester à la maison, chez mes parents »

Témoignages

Trois jeunes gens de la mission locale de Douai (Nord) racontent leurs difficultés à s'insérer dans le monde du travail.

Cécile (le prénom a été changé), 23 ans « Ce que j'ai vu du monde du travail jusqu'à présent n'est pas très joyeux, pas très sain. C'est difficile à surmonter, tout ça... Je suis à la mission locale depuis trois ans. Après six ans d'études en secrétariat jusqu'au BTS, j'ai cherché du travail. Mais les employeurs ne donnent pas leur chance aux jeunes qui n'ont pas d'expérience. En plus, on m'a dit qu'il fallait être bilingue pour exercer ce métier.

J'ai donc fait un bilan de compétences, et je me suis dirigée vers la fleuristerie. J'ai fait un CAP, j'ai trouvé du travail mais ma dernière expérience n'est mal passée. La patronne a mis fin à mon contrat en m'accusant de fautes que je n'avais pas commises, d'avoir pris dans la caisse. Elle a été très dure : "Vous avez votre CAP, mais il n'y a rien derrière." Elle a menti à ma formatrice, à ma mère. J'ai dit que c'était faux, mais je craignais qu'un employeur susceptible de m'embaucher ne l'appelle et qu'elle répète ses mensonges. Depuis, j'ai du mal à m'y mettre. J'ai des moments de blues. Heureusement, j'ai un projet avec des amies : ouvrir une boutique de bijoux. »

Jimmy Fortiguerra, 24 ans « Ça fait deux ans que je cherche. Niveau moral, il y a des hauts et des bas... En ce moment, ça n'est pas évident. C'est les vacances, mais je n'ai pas d'argent et je ne peux pas partir. Sans un bon CV et une bonne lettre de motivation, vous ne décrochez aucun entretien. Les entreprises sont dures en affaires quand il s'agit d'embaucher des jeunes. Du coup, on a l'impression qu'on ne sert à rien. À la maison, nous sommes quatre frères et sœurs. Deux ont du boulot, deux n'ont rien. C'est tout dire... Mais je ne me décourage pas. Faut toujours garder espoir. »

Nathalie Longelin, 22 ans « Je commence à bien en avoir marre de rester à la maison, chez mes parents. Je ne suis pas du style à rester enfermée. Mais ça fait quatre ans que je suis sur le marché du travail et, à part un contrat d'un an chez Leclerc, en 2010, je ne trouve rien. Je n'ai jamais de réponses. Alors, il y a des moments où je déprime. Si je ne trouve pas de travail avant la fin de l'année, j'aurai sûrement besoin d'aller voir la psychologue de la mission locale. En ce moment, il n'y a pas beaucoup de choses positives qui m'arrivent. Ça se mélange, et ça pèse... » **Propos recueillis par B. F.**

Une étude inédite souligne le mal-être des jeunes suivis

Une enquête réalisée par le Conseil national des missions locales et le Centre technique d'appui et de formation des centres d'examen de santé jette une lumière crue sur le mal-être des jeunes qui fréquentent les missions locales. Parmi les 4 300 jeunes interrogés, 35,7 % cherchent un emploi, 10,7 % sont en formation professionnelle, 8,7 %, élèves dans le secondaire, 8,4 % sans activité, 6,4 % étudiants, 5,9 % en CDI, 4,6 % en CDD... Les jeunes inactifs ont

1,5 fois plus de risque d'être en mal-être et en souffrance psychologique que ceux en CDI. Entre 13 % et 16 % ont déjà envisagé sérieusement de se suicider – contre 7 % pour ceux en CDI. Ce taux grimpe à 21 % parmi les jeunes qui ont vécu « la maladie, le handicap, la dépression, l'alcoolisme ou un accident grave du père ou de la mère ». En outre, les jeunes inactifs fument plus. « C'est une alerte envoyée aux pouvoirs publics », estime une source proche de l'équipe de recherche.

José Roy Arrestation du délinquant en cavale qui défiait la police sur le Web Saïd Bahmed, 24 ans, a été arrêté mercredi 10 août à Besançon. Le jeune homme s'était évadé le 27 juin du tribunal de Besançon où il devait comparaître pour « violences aggravées ». Pendant sa cavale, Saïd Bahmed avait nagué les forces de l'ordre en postant une vidéo sur Internet début août dans laquelle il apparaissait à visage découvert. Cette vidéo a été visitée plus de 360 000 fois depuis sa mise en ligne. – (AFP.)

Immigration Evacuation forcée de familles roms à Marseille La police a procédé jeudi 11 août, à l'expulsion d'une centaine de Roms, dont un tiers d'enfants, qui avaient érigé un campement de fortune sur les pelouses marseillaises de la porte d'Aix, l'une des principales entrées dans la ville. Les forces de l'ordre sont intervenues peu après 6 heures en encerclant le campement. Elles ont procédé à des contrôles d'identité avant de déloger les Roms de l'espace qu'ils occupaient depuis près d'un mois. « C'est l'illustration du racisme ordinaire subi au quotidien par cette population, des gens que l'on peut évacuer au petit matin comme des délinquants. On veut cacher la misère aux yeux du monde, mais on ne résout pas le problème », a dit Philippe Dieudonné, vice-président de la Fédération des droits de l'homme des Bouches-de-Rhône. – (Reuters.)

LES LIVRES CHANGENT NOS VIES.

Le Monde DES LIVRES CHANGE AUSSI...

SIGNATURES PRESTIGIEUSES
CONTRAVERSES LITTÉRAIRES
ENQUÊTES ET GRANDES
TRAVERSÉES THÉMATIQUES
CHRONIQUES INATTENDUES
ET PORTRAITS
AU LONG COURS

LE SUPPLÉMENT « LIVRES » DU MONDE
INVENTE DE NOUVELLES FAÇONS DE LIRE
MANIÈRES
LES TEXTES
Laissez-vous surprendre

Rendez-vous le 19 août